



**PRÉFÈTE
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

19 AOÛT 2024

**Arrêté n° 859/2024/DREAL/UD88 du
modifiant l'arrêté préfectoral n° 3056/2004
autorisant la société MARCILLAT sise sur le territoire de la commune de CORCIEUX
à épandre sur des terrains agricoles les boues issues de sa station d'épuration**

**LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le Code de l'Environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 3056/2004 du 18 novembre 2004 autorisant la société MARCILLAT à épandre sur des terrains agricoles les boues issues de sa station d'épuration ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2402-2011 du 31 août 2001 modifiant l'arrêté préfectoral mentionné ci-dessus ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 595/2018 portant autorisation d'utiliser l'eau de la source de Claingoutte et du forage de l'Anoux pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ;
- Vu la demande déposée le 2 août 2023 par laquelle la société MARCILLAT sollicite la mise à jour du plan d'épandage des boues issues de sa station d'épuration ;
- Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes consultées ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- Vu le rapport et projet d'arrêté en date du 10 juin 2024 établis par l'Inspection des Installations Classées ;
- Vu la remarque émise par la société MARCILLAT par son courriel du 28 juin 2024 sur le projet d'arrêté ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi suite à cette remarque et l'arrêté modifié en conséquence ;
- Considérant que les modifications demandées sont considérées comme non substantielles ;
- Considérant que par son avis du 25 janvier 2024 la commune de Granges-Aumontzey émet un avis favorable assorti d'une demande de retrait de la parcelle VAM 103 du fait de son pH de 5,4 ;
- Considérant que l'épandage des boues de pH inférieur à 6 est possible sous réserve des conditions édictées au 4° de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 ;

- Considérant que par son courriel du 19 avril 2024, la société Marcillat apporte les garanties nécessaires au respect de ces conditions (chaulage des parcelles considérées, pH des boues légèrement basique, suivi agronomique permettant de vérifier le flux des éléments apportés au sol) ;
- Considérant de ce fait que la société Marcillat respecte les conditions d'épandage des boues sur des sols de pH inférieur à 6 et qu'ainsi l'épandage peut être prévu sur la parcelle VAM 103 ;
- Considérant que par son avis du 3 février 2024, la commune de Les Poulières demande que l'enfouissement des boues épandues soit réalisé sous 24 heures ;
- Considérant que les obligations d'enfouissement sont précisées par l'article 37-IV de l'arrêté ministériel susvisé et qui impose un enfouissement le plus rapide possible et au plus sous 48 heures pour les déchets solides ou pâteux ;
- Considérant que la siccité des boues observée entre 2017 et 2022 est comprise entre 3,3 et 5,5 % ce qui caractérise des boues liquides ;
- Considérant de ce fait que celles-ci ne sont pas soumises à l'obligation d'enfouissement susmentionné et qu'il n'est pas donc nécessaire de donner une suite favorable à la réserve émise par la commune de Les Poulières ;
- Considérant que par son avis du 29 février 2024, la commune de Saulcy-sur-Meurthe émet un avis défavorable à l'épandage motivé par le fait que l'épandage se ferait « non loin » du périmètre de protection rapprochée ;
- Considérant que seules les aires de protection immédiates et rapprochées sont protégées par une interdiction d'épandage (aux termes de l'arrêté préfectoral n° 595/2018 susvisé) dans l'emprise de ces aires ;
- Considérant de ce fait que cette interdiction d'épandage ne peut être imposée « non-loin » de ces aires ;
- Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par l'activité d'épandage ;

Sur proposition du secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1^{er} – L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2402-2011 est abrogé.

Article 2 - La liste des communes concernées par l'épandage est détaillée dans le tableau ci-dessous :

| Liste des communes | Liste des communes |
|-----------------------------|----------------------|
| Anould | La Houssière |
| Arrentès-de-Corcieux | Les Poulières |
| Ban-de-Sapt | Mandray |
| Barbey-Seroux | Ménil de Senones |
| Biffontaine | Saint-Dié-des-Vosges |
| Châtas | Saint Léonard |
| Corcieux | Saulcy-sur-Meurthe |
| Gerbépal | Taintrux |
| Granges-Aumontzey | Vienville |
| La Chapelle devant Bruyères | |

Article 3 - La liste des parcelles annexée à l'arrêté préfectoral n° 2402/2011 est remplacée par les listes classées par communes et jointes en annexe au présent arrêté préfectoral.

Article 4 - Les parcelles de référence sont jointes en annexe au présent arrêté préfectoral.

Article 5 - L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées une mesure annuelle des flux de sélénium épandus.

Article 6 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux selon l'article R. 181-51 du Code de l'environnement.

Article 7 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MARCILLAT et dont copie sera adressée à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges et à la mairie de Corcieux et pourra y être consultée.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimale d'un mois et publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le

19 AOÛT 2024

La préfète,

Par déléguation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général
David PERCHERON